

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 292 - VENDREDI 3 JUIN 2016

PÂQUERETTE INONDÉE

Prisons, maisons de retraites,
collèges évacués...
Il est à combien du niveau de la Seine
le bureau de Valls ?

AGENDA MILITANT

→ 4 juin

Paris [20 ans d'Histoire critique](#)

→ 5 juin

Paris [La France insoumise](#)

→ 7 juin

Toulouse [Sociologie des classes populaires
contemporaine](#)

→ 8 juin

Paris [Socialisation des revenus](#)

→ 9 juin

Paris [Un livre sur et pour la rue](#)
Toulouse [Comme des Lions](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Mondialité

[Proche-Orient : que se passe-t-il,](#)
Jacques Fath

→ Travail Salarial

[Ecopla : participez au projet de SCOP !](#)

→ Citoyenneté

[Gauche citoyenne fait son journal](#)

Votation citoyenne

La mobilisation puissante des salarié-e-s, jeunes, privé-e-s d'emplois et retraité-e-s s'est construite dans le pays pour combattre le projet de Loi Travail et porter l'exigence de nouveaux droits sociaux pour les salarié-e-s. Pour toute réponse le gouvernement a choisi le déni de démocratie avec l'utilisation du 49.3, puis l'autoritarisme et la répression. Plus de 70% de la population est opposée à ce projet de loi ainsi qu'à l'utilisation du 49.3. Les mobilisations et le rapport de force dans l'opinion publique ont contraint le gouvernement à proposer des modifications au projet de loi, pour tenter d'en minimiser les impacts, mais le compte n'y est toujours pas pour les salariés et pour les jeunes.

Le projet demeure inacceptable, inamendable et doit être retiré.

Alors que certain-e-s parlent d'avancées, d'autres comme le Medef, jugent que le projet est vidé de son sens. Ce texte reste fidèle à son objectif de départ :

- * Inversion de la hiérarchie des normes (article 2)
- * Les accords de développement et de maintien de l'emploi
- * L'assouplissement du licenciement économique
- * Le référendum-chantage
- * Une médecine du travail au rabais et dévoyée.
- * La fonction publique également concernée
- * Pour les jeunes, le droit à l'avenir remis en cause

Les organisations des pays voisins qui ont fait l'expérience d'une réforme du marché du travail dans un passé récent, Italie, Espagne, Portugal, bien sûr la Grèce mais également l'Allemagne mesurent les conséquences et interrogent très fortement la pertinence du projet gouvernemental en France. Leur position se traduit par des messages de solidarité et les grèves organisées actuellement.

La votation citoyenne organisée par les 7 organisations syndicales doit permettre à tous les salarié-e-s, jeunes, privé-e-es d'emplois, retraité-e-s et citoyen-ne-s de s'engager dans la mobilisation.

PARTICIPEZ-Y EN DÉPOSANT LE BULLETIN DE VOTE !



Texte intégral sur <http://votationtravail.fr/materiel/>

Politique autoritaire, violences policières : la dérive mortifère du pouvoir

Pour imposer les politiques néolibérales à une société qui résiste, leurs promoteurs assument de plus en plus ouvertement régression antidémocratique et répression. Pourquoi ? Et comment résister ?

La France, berceau des libertés et de la démocratie, est sujette depuis longtemps à la schizophrénie. D'un côté, son image présente dans le monde entier : le pays de la Révolution française, de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. De l'autre, la face sombre de l'après-décolonisation, une politique internationale qui a maintenu la Françafrique, les bons rapports avec un certain nombre de dictatures... sans parler des contrats commerciaux mirobolants passés avec des régimes ignobles. Le plus souvent, c'est l'image d'Epinal qui triomphe cependant, les exécutifs successifs s'attachant à donner à la terre entière des leçons de démocratie.

En France même, il y a eu longtemps une impression largement partagée d'être protégé par un régime pluraliste, faisant place à des contre-pouvoirs, avec une culture politique faite de conflits... mais aussi de compromis. La phrase de Churchill « *la démocratie est le pire des régimes à l'exception de tous les autres* » a servi de cache-misère et on n'a pas voulu voir, depuis plus de 10 ans, que la démocratie a évolué comme une peau de chagrin. Bien sûr, chacun sait qu'il y a Calais, la répression des migrants et

la stigmatisation des Roms, mais face à des stigmatisations sélectives, les indignations sont toujours restées elles aussi... sélectives, et ponctuelles. Si l'on peut aujourd'hui souligner combien la politique étrangère de la France est problématique depuis bien longtemps et si

Si une telle politique antidémocratique voit le jour, c'est bel et bien que la victoire idéologique de la droite et du MEDEF est loin d'être totale et qu'au contraire, elle se heurte à des résistances puissantes.

l'on doit aussi mesurer que les gouvernements successifs sont marqués par les concessions faites au Front national, il faut peut-être aussi et surtout prendre la mesure de ce qui change en profondeur globalement.

La radicalisation du pouvoir

De quoi la non-concertation préalable au projet de loi El Khomri, le refus de le

retirer et le refus de l'amender sont-ils le nom ? Bien sûr, ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement n'ouvre pas de concertation sur un projet, qu'il assume un rapport de force avec la rue et qu'un exécutif entend soumettre le Parlement. C'est même une tendance de plus en plus affirmée des gouvernements successifs depuis plus d'un quart de siècle, concrétisée avec l'usage du 49.3, qui a servi par exemple en 2004 pour imposer le projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales (qui comprenait notamment différents transferts de compétences vers les collectivités locales) et en 2006 pour faire passer le projet de loi pour l'égalité des chances (qui incluait le contrat première embauche). Cependant, il semble qu'on ait atteint ces derniers mois un nouveau palier dans la volonté de gouverner contre la majorité du peuple, et cela presque coûte que coûte. Faisons l'hypothèse que cela n'est pas seulement lié au sentiment qu'aurait le pouvoir qu'il ferait, avec cette loi, la bonne politique nécessaire au pays. D'une part, prétendre que la destruction des droits collectifs serait un facteur de progrès social reste tout de même peu crédible. D'autre part, ce qui maintenant semble dominer ●●●

●●● dans la volonté de gouverner contre le peuple, c'est encore plus qu'avant les enjeux de pouvoir, l'objectif de se maintenir surdéterminant les choix tactiques. C'est peut-être cela qui explique ce fait nouveau : la volonté du pouvoir d'imposer une orientation minoritaire est de plus en plus explicite. Si une telle politique antidémocratique voit le jour, c'est bel et bien que la victoire idéologique de la droite et du MEDEF est loin d'être totale et qu'au contraire, elle se heurte à des résistances puissantes. Résistance sous la forme du mouvement lui-même. Mais aussi résistance (en partie silencieuse) de l'opinion commune, où la critique du projet de loi est hégémonique, même si elle a bien des aspects contradictoires. À défaut d'avoir suffisamment rendu les cerveaux perméables aux idées les plus néolibérales, il faut mettre à genoux et le mouvement et la société pour assurer le maintien – et non pas le triomphe – des politiques néolibérales de l'État. On est loin d'une situation de victoire absolue ; on est plutôt dans la

situation inverse, où l'ordre libéral n'a pas réussi à s'imposer comme le seul

Au contraire des avis trop prudents qui s'émeuvent que des blocages puissent nuire à l'efficacité du mouvement, il faut constater que des blocages menés intelligemment, usant le moins possible de la violence et jamais contre les personnes, constituent des moyens puissants pour le renforcer.

horizon nécessaire, et où beaucoup s'en détournent.

Résistances plurielles, blocages

Les résistances actuelles sont nombreuses, polymorphes, intergénérationnelles, et elles dépassent les modes d'action traditionnels, sans les renier. *Cerises* a déjà traité de ce qui émerge à travers Nuit Debout¹ et l'occupation des places dans des centaines de villes. Il existe ainsi des formes d'appropriation de l'espace public, des formes d'implication dans des débats qui concernent les choix fondamentaux de la société. La part prise par le Net dans la mobilisation doit être analysée et valorisée à son juste niveau : la circulation et la diffusion rapide des idées, l'exemplarité des combats, l'expression de la solidarité prennent des dimensions qu'elles n'ont jamais eues précédemment. Cela jouxte les formes traditionnelles, dont celles de la pétition de masse, de la manifestation et de la grève restent les modalités essentielles. Le retour en force de l'idée de blocage

1. Lire notamment le dossier "Ce que Nuit Debout veut dire... et l'étape d'après," *Cerises* n° 289, 13 mai 2016. ●●●

Nous sommes tous CGT

Après les diatribes exaspérées de Manuel Valls (« *La CGT ne fait pas la loi dans ce pays* »), c'est le tour du patron des patrons. Pierre Gattaz vient ainsi de déclarer au *Monde* : « *Faire respecter l'État de droit, c'est faire en sorte que les minorités qui se comportent un peu comme des voyous, comme des terroristes, ne bloquent pas tout le pays. (...) Quand le syndicat du livre CGT empêche la parution de quotidiens au motif que ceux-ci ont refusé de publier le tract de M. Martinez, il me semble que l'on est dans une dictature stalinienne.* » Et encore: la CGT « *se radicalise, elle se politise. Pour moi, le sigle CGT est égal à chômage* ». Voilà une position qu'on croirait venu tout droit de l'extrême droite, mais quelle est la fonction de cette déclaration radicale ?

Notons d'abord qu'elle a permis au Premier ministre de prendre ses distances avec le président du MEDEF. Soudain, Valls souligne que la CGT est « une organisation que nous respectons », une « grande organisation ». Notons, ensuite, qu'au moment où le gouvernement fait mine d'ouverture et annonce des concessions sectorielles (augmentation des enseignants dès la rentrée 2016...), le patronat se dégage ainsi d'un binôme avec le gouvernement qui lui pèse. Ainsi, tout revient dans l'ordre : le patronat est très mécontent du gouvernement "socialiste", qui, lui, cherche une sortie du conflit avant l'Euro 2016.

● G. A.

●●● n'est pas seulement symbolique, même si sa valeur symbolique est forte. Le blocage, c'est tout à la fois un témoignage que la machine peut être grippée par l'action, une forme d'appropriation collective par ceux-là même sans qui la production n'existe pas ; c'est aussi assumer un niveau de conflictualité douloureux pour l'adversaire ; et c'est enfin interpeller tous les spectateurs comme autant d'acteurs potentiels, dont le rôle est décisif. À ce sujet, le pouvoir et la plupart des grands médias à sa botte idéologique n'ont cessé de tenter d'opposer le mouvement à la société ; mais si la société reste solidaire du mouvement, comme c'est *grosso modo* le cas depuis bientôt quatre mois, alors le pouvoir a beaucoup de souci à se faire.

Au contraire des avis trop prudents qui s'émeuvent que des blocages puissent nuire à l'efficacité ou à l'image du mouvement, il faut constater que des blocages menés intelligemment, usant le moins possible de la violence et jamais contre les personnes, constituent des moyens puissants pour le renforcer. À ce sujet, l'intersyndicale globalement, et la CGT tout particulièrement, ont sur ces dernières semaines, de manière inédite depuis longtemps, planifié l'action, la faire rebondir... et ce n'est pas fini. Soulignons que les blocages dont nous parlons n'ont rien à voir avec les jeux mortifères consistant à opposer à la guerre sociale une forme de guerre civile. Celle-ci sert de repoussoir et de justification à la répression : elle n'interrompt en rien la normalité institutionnelle, et elle n'a aucun effet pédagogique sur le grand public - ou plutôt d'une certaine manière elle en a un : contre le mouvement.

Maintien de l'ordre : répression tous azimuts

Situation inédite : nous sommes sous l'état d'urgence, qui a été prorogé le 19 mai jusqu'au 26 juillet, mais nous vivons depuis plusieurs mois un mouvement populaire puissant dont la caractéristique principale est précisément de sortir des cadres et normes habituels.

Lorsque le pouvoir utilise la violence politique, policière et judiciaire pour affaiblir un mouvement, c'est bien nous qui sommes du côté de la démocratie, avec deux tiers des citoyens, tandis que le gouvernement est du côté de ses adversaires.

En miroir, nous vivons une évolution de la politique du maintien de l'ordre. Il y a les formes individuelles de répression directement liées à ce que permet l'état d'urgence. C'est l'assignation à résidence de certains militants sous prétexte qu'ils seraient susceptibles de provoquer des violences. Ce sont les perquisitions contre le mouvement libertaire ou anti-fa, où le fait de posséder un foulard devient quasiment un motif de sanction. Et il y a des aspects de masse : le contrôle systématique des passants à l'entrée des places publiques accueillant Nuit Debout, tout particulièrement place de la République à Paris, l'encerclement des places d'arrivée des manifestations, transformées en nasses soi-disant pour juguler les provocateurs, la pression sur les

cortèges par leur «accompagnement» servi par des gendarmes lourdement armés, l'intervention directe dans des cortèges pacifiques, coupant les manifestations en tronçons distincts sous prétexte d'isoler les «casseurs», le gazage devenu habituel des manifestants, recherchant peut-être une sorte d'effet de démotivation (avec le succès que l'on sait !), des brutalités nombreuses, qui ne sont même pas suffisamment découragées par le fait que, de plus en plus souvent, elles sont filmées et immédiatement diffusées sur le Net.

Les effets de ces pratiques policières sont délétères pour le pouvoir, mais dans une certaine mesure il s'en moque. Ils sont délétères dans la mesure où, désormais, la masse des manifestants n'est nullement démotivée et revient en connaissance de cause lutter contre la loi El Kohmri ; où les manifestants refusent le chantage consistant à faire le tri entre eux-mêmes, entre les raisonnables et ceux qui casseraient des vitrines. Il ne s'agit pas ici de faire l'éloge des vitrines cassées, mais de dire ceci : lorsque le pouvoir utilise la violence politique, policière et judiciaire pour affaiblir un mouvement, nous ne pleurons pas sur quelques éclats de verre, qui à nos yeux n'ont rien à voir avec des attaques sur des personnes -, et par contre nous nous insurgons face aux violences scandaleuses de forces de police. C'est nous qui sommes du côté de la démocratie, avec deux tiers des citoyens, tandis que le gouvernement est du côté de ses adversaires.

Précisons cependant que le pouvoir se moque des violences policières... pour le moment, c'est-à-dire tant qu'elles n'ont pas atteint un certain seuil. Ainsi, face à la droite radicalisée qui dénonce la mollesse du ministère de l'Intérieur, Manuel Valls explique : « Il n'existe pas de ●●●

●●● *consignes de retenue contre les casseurs* ». On est aux antipodes des discours politiques classiques d'apaisement du type : nous faisons preuve de fermeté mais dans le respect de la loi, discours qui servent notamment à se dédouaner d'éventuelles bavures. On a par contre un discours de compassion totale à l'égard des forces de police - fatiguées, débordées, insultées, provoquées, violentées... - mais rien concernant les victimes des forces dites de l'ordre. Évoquons par exemple le cas d'un jeune manifestant qui reste aujourd'hui dans le coma après avoir été victime d'une grenade de désenclavement utilisée dans une situation qui, même selon les critères de la police, ne le justifiait nullement, et celui d'un militant qui a perdu un œil au cours d'un rassemblement à Rennes. Avec l'aval du pouvoir, les flics peuvent donc s'en donner à cœur joie, même s'ils ne le font pas tous.

Violence policière, ambiance délétère

Et cela "tombe bien" si l'on peut dire, puisqu'une partie d'entre eux est influencée par les idées d'extrême-droite. Le rôle joué par le syndicat Alliance pour « *défendre les policiers* » en toutes circonstances doit bien sûr être mentionné, tant sa responsabilité est grande. Avec cette organisation syndicale, les policiers les plus zélés dans la répression ont toujours des chances d'être pardonnés avant même d'avoir commis leurs exactions. Cependant, force est de constater qu'il existe bel et bien des pratiques individuelles différentes : entre les discussions quasi fraternelles auxquelles nous avons assisté place de la République et le zèle mis par certains à menacer ou à blesser des manifestants, il y a un monde. Heureusement, si l'on peut dire, la crainte de la bavure de trop hante tous les praticiens du maintien de l'ordre.

Des barrières sont en train d'être franchies, et cela a des conséquences dans les têtes. On voit le chemin parcouru entre janvier 2015, où des milliers de manifestants réunis face aux attentats de *Charlie Hebdo* applaudissaient les cars de gendarmerie, et mai 2016, où « *tout le monde déteste la police* » qui empêche d'exercer normalement les droits constitutionnels de manifester et

Le recul de l'État de droit et des libertés en principe garanties par la Constitution annonce une situation politique nouvelle. Il faut qu'une dynamique citoyenne prenne force politique et concrétise la nécessité d'une révolution démocratique.

de faire grève. Dans le même sens, des professionnels en situation de pouvoir contribuent à mettre la société sous la pression répressive : telle direction de lycée exclut 24 élèves suite à un blocage de l'établissement qui a dérapé. Et dans cette ambiance, les dérapages individuels vont de soi : tel ce chauffeur routier force un barrage routier et blesse grièvement des manifestants, etc.

Rompre avec les ruptures antidémocratiques et sécuritaires

Au total, le recul de l'État de droit et des libertés en principe garanties par la Constitution annonce une situation politique nouvelle. Il va nécessairement nourrir la fuite encore plus sécuritaire de la

droite et de l'extrême-droite, déplaçant le curseur de la vie politique vers le tout répressif. Cela va concourir à de nouvelles régressions : rejeter les migrants, refuser un débat sur les drogues, stigmatiser les musulmans et les Rroms, hair les quartiers populaires, réprimer les aspirations des jeunes, moquer les artistes, les enseignants, les intellectuels... Dans le cadre des scrutins électoraux de 2017, on peut d'ores et déjà s'attendre à des multiples surenchères, comme en témoignent celles des candidats à la primaire de droite. Ils font là un cadeau à l'extrême-droite, désenclavant le Front national (ce qui lui ouvre la voie de nouveaux publics).

Face à cette évolution, la société ne peut plus vraiment compter sur un système démocratique qui est lui-même en crise et elle ne peut plus compter sur la gauche socialiste, non seulement parce que cette gauche là n'est plus de gauche mais parce qu'elle ne se réfère même plus à quelques valeurs essentielles qui lui fournissaient parfois, encore récemment, un masque éthique. Les frondeurs eux-mêmes n'ont eu de cesse de censurer leur propre colère, n'allant jamais jusqu'au bout des ruptures susceptibles d'ouvrir de nouveaux possibles. Dès lors, se pose la question de qui va assumer les ruptures... avec ces ruptures antidémocratiques et sécuritaires. Il existe certes le mouvement de la société et la force des aspirations et des idées d'ouverture, mais il faut aussi qu'une dynamique citoyenne prenne force politique et concrétise la nécessité incontournable d'une révolution démocratique. Suivez mon regard !



Répression, en direct de Rennes

L'affaire des 20, ou comment une opération "gratuité du métro" à l'aide de mousse expansive sur les bornes de validation de tickets se transforme en opération de sabotage

Au petit matin du jeudi 19 mai dernier, 19 camarades sont interpellés aux abords de plusieurs stations de métro par un très important dispositif de police (près de 70 hommes), notamment composé de membres de la BRI, de la brigade des stupéfiants, d'officiers de la Police judiciaire et de la BAC. Une autre personne sera interpellée un peu plus tard en sortant de chez elle et, comme les autres, elle sera placée directement en garde à vue. Le motif invoqué immédiatement au moment des arrestations est celui d' « *association de malfaiteurs en bande organisée criminelle en vue de commettre des dégradations de biens publics et des violences à l'encontre de personnes depositaires de l'ordre public* », un crime passible de plus de dix ans de prison.

Garde à vue de 48 heures, perquisitions, auditions dans différents services pour finalement aboutir à une libération et un contrôle judiciaire empêchant

pratiquement ces jeunes de participer au mouvement. Faute d'éléments tangibles sur la violence envers la police, l'instruction initialement criminelle sera finalement rabaissée au stade délictuel (un chef d'inculpation passible de plus de 5 ans de prison), l'association de malfaiteur n'ayant plus pour but, selon l'instruction, que de commettre des dégradations.

Le préfet d'Ille et Vilaine n'aime pas les Hugo

Pour la troisième fois, Hugo Melchior, militant d'Ensemble, est interdit de séjour dans un périmètre de Rennes comprenant le parcours de la manifestation prévue par l'intersyndicale le jeudi 2 juin, et donc interdit de manifestation. Mais un Hugo en cache un autre... Hugo Poidevin, militant du Front de gauche et de l'Union des étudiants communistes, vient aussi de recevoir son interdiction pour le même jour.

Alors que le premier arrêté (15 jours d'interdiction de centre ville) a été suspendu par le tribunal administratif, le préfet agit de telle sorte qu'Hugo Melchior ne puisse pas faire valoir ses droits, puisqu'il n'a pas le temps de déposer un recours au tribunal administratif.

Le plus dur : 4 jeunes, 3 de 19 ans, 1 de 24 ans en taule

Condamnés vendredi dernier pour "violences en réunion lors de manifestation sur la voie publique", 4 jeunes au casier judiciaire vierge ont écopé de 1 à 3 mois de prison ferme après une altercation qui a eu lieu devant le magasin Bagelstein, lequel se permet de diffuser une communication sexiste et homophobe très vulgaire. Après la manifestation, et alors qu'ils lisaient les inscriptions qui constituent la décoration des tables, pour en dénoncer le contenu, le gérant a agressé l'un d'entre eux et des coups ont été échangés. La BAC est intervenue rapidement sans prendre en compte la violence du gérant. Après une nuit en garde à vue, les jeunes sont passés en comparution immédiate. Mal conseillés par leur avocat, ils sont actuellement à la prison de Vezin, à côté de Rennes.

Ne mâchons pas nos mots, la répression du mouvement orchestrée par le gouvernement et la justice prend actuellement des formes totalitaires.

● Sylvie Larue



28 mai 2016

Mon cher Jean-Luc,

Je serai avec toi au rassemblement du 5 juin.

Jamais je n'ai connu une situation aussi étonnante que celle que nous vivons, tant de nuages noirs et tant de lumières, éparses ou regroupées pour contredire les ténèbres. La politique telle qu'elle se pratique est bien malade. Et pourtant le désir de politique vraie est incroyablement tenace, dans les rues et sur les places, au grand jour ou dans la nuit.

Nous ne savons pas ce qu'il adviendra du mouvement en cours contre la loi Travail. Soyons seulement persuadés qu'il a besoin de s'adosser à de la perspective politique, pour que la colère ne tourne pas au ressentiment, pour que le pire toujours possible ne l'emporte pas sur le meilleur à notre portée. Le pire serait que grandisse l'image d'un espace politique anémié, occupé par les seules forces du consensus résigné. Le pire serait la reproduction de ce que l'on est en train de nous construire, pierre après pierre, et qui nous conduit tout droit à la cantine du Front national, en 2022 si ce n'est pas en 2017.

Le pire serait que l'on s'habitue doucement à ce que des femmes et des hommes se réclamant de la gauche y contribuent. Le Front national n'a jamais connu de poussée aussi grande que dans des moments, après 1984 et à la fin des années 1990, où un gouvernement réputé de gauche a tourné le dos aux attentes de ceux qui l'avaient porté au pouvoir. Voilà plus de trente ans que ces gouvernants singent la compétitivité, la flexibilité, la pseudo-modernité chères à la finance et à la droite. Aujourd'hui encore, ils veulent nous faire croire qu'il faut aller plus loin encore dans le vertige libéral. Nous serions ainsi voués à passer sans cesse de Mitterrand à Jospin, puis de Jospin à Hollande, pour en arriver à Valls et peut-être à Macron.

Il faudra bien que cela cesse, si l'on ne veut plus aller de recul en recul. On pense ce que l'on veut de la compétition présidentielle, et mieux vaut en penser du mal. Mais force est de constater qu'elle continue de passionner et de mobiliser. Que les forces critiques ratent l'échéance et il ne leur reste que les larmes pour pleurer et, au bout du compte, la gauche trinque et le peuple prend des coups. Depuis le coup d'éclat de Jacques Duclos à l'élection présidentielle de 1969, la gauche de gauche a accumulé les déboires, de reculs en débandades. Chacun, à un moment donné, a cru qu'il pourrait tirer seul son épingle du jeu, chevènementiste, communiste, trotskyste, écologiste et j'en passe. On voulait monter très haut et, chaque fois, on est descendu un peu plus bas. Une seule fois, nous avons démenti nos tristes habitudes : nous nous sommes rassemblés et nous avons marqué la donne politique. Comme nous l'avons fait en 2005, dans le combat contre le projet de traité constitutionnel européen. Cette fois dont je parle, c'était en 2012, et tu étais notre candidat.

Nous ne pouvons pas revenir en deçà. Bricoler une improbable union de la gauche, pour aller au second tour à n'importe quel prix ? Et pour faire quoi ? Revenir au discours hollandais du Bourget ? On sait où cela nous a menés. Repartir à la case Jospin ? C'est entre 1997 et 2002 que le FN a pris son envol. En fait, tout bricolage, toute stratégie des petits pas ou des petits mieux, fût-ce au nom de la nécessaire unité, est une redoutable impasse. L'échec patent de la gauche de gouvernement tient à un fait majeur : elle n'a pas voulu voir que l'efficacité démocratique et sociale suppose désormais d'agir à la racine de nos maux, dans l'économique, dans la conception du social, dans la dynamique démocratique. Ce qu'il nous faut, c'est nous reconstituer ; nous avons donc besoin de "constituant".

Entendons bien sûr ce mot dans l'esprit de 1789 : pas seulement l'écriture d'un texte constitutionnel, mais la définition de tout ce qui le fonde, les finalités, les critères, les méthodes, le mouvement nécessaires pour construire une société qui ne soit pas une jungle. Nous devons viser un processus populaire de renversement, qui ferait passer de l'accumulation au bien vivre, de la "gouvernance" à la souveraineté du peuple, de l'appropriation privative au bien commun. En bref, nous n'avons pas besoin d'une gauche un tout peu plus à gauche, mais d'une gauche de rupture. C'est en rompant que l'on améliore les choses, même si l'on y parvient progressivement.

On nous dit qu'il ne faut pas se hâter, qu'il convient de vérifier si l'on est d'accord, de fixer d'abord un programme minimum. Mais voilà plus de 20 ans, depuis le coup de tonnerre du mouvement de novembre-décembre 1995, que nous discutons, ●●●

●●● que nous élaborons des plateformes, que nous débattons de projets. Des projets, nous en avons rédigés à la pelle et ce fut toujours passionnant. Chaque fois que nous l'avons voulu, nous nous sommes accordés sur les propositions qui illustraient notre entente. Le programme n'a jamais été un préalable : il a toujours été une conclusion. En réalité, l'entente a un seul socle possible, autour d'une seule question de fond : on rompt pour rebâtir ou on aménage à la marge ? Si notre accord porte sur la rupture – or elle est la base de toutes les convergences depuis quinze ans – il n'est pas besoin de longues semaines pour se mettre enfin en mouvement.

Car la situation exige qu'il y ait de l'alternative politique dès maintenant, et pas seulement dans un avenir indéterminé. Il n'est pas vrai que l'on a du temps, qu'il faut laisser se déployer l'action en cours, en attendant qu'en émerge l'idée politique de masse qui changera tout. Je suis certain que le mouvement critique produira sur son chemin de l'invention, de l'inédit, de l'imprévisible. Mais il y parviendra d'autant mieux qu'il pourra s'adosser sur de la proposition politique cohérente, née dans l'espace politique lui-même, fût-il moins vaillant qu'autrefois. Les grèves de juin 1936 ont suivi la victoire électorale du Front populaire, celles de 1968 se sont coulées dans un processus de forte mobilisation électorale à gauche. Dans un pays de vieille politisation démocratique, la confusion, le doute, l'incertitude politiques sont autant de freins à la lutte sociale. Quand l'horizon est politiquement brumeux, la volonté d'agir reste nécessaire et possible, mais elle est en partie corsetée.

Ne nous dissimulons pas la contradiction : tant de déceptions et de désillusions font que l'on ne croit plus aux vertus de l'élection présidentielle et pourtant, confusément, on en attend encore quelque chose. On jure que l'on ne s'y laissera plus prendre... et on se résout à voter. Il faut donc que du raccord s'opère immédiatement entre le mouvement qui dit «non» et l'espace public qui veut savoir si l'on peut construire à partir de ce «non». Il faut que l'on sache que, quoi qu'il advienne, en 2017 la gauche de gauche rassemblée sera au rendez-vous, comme la seule dépositaire d'une vieille histoire qui tourne autour de la triple passion, démocratique et populaire, de l'égalité, de la citoyenneté et de la solidarité. Et il doit être clair qu'elle n'y sera pas seulement pour témoigner, mais pour disputer l'hégémonie à un PS qui, à sa tête du moins, a tourné le dos à ses valeurs fondatrices.

Depuis des années, Jean-Luc, tu es du côté de ce qui a contribué à faire bouger les lignes à gauche, "l'appel Ramulaud", la campagne de 2005, les collectifs antilibéraux. Tu as été un des pivots du Front de gauche. Tu portes toi aussi, une part de responsabilité dans ce qui a érodé la dynamique de cette dernière expérience. Mais une part seulement. Et pour des millions de gens, tu as incarné l'esprit du Front de gauche. Si, en 2012, nous nous sommes à ce point collectivement déployés, j'attends celui qui osera dire que tu n'y étais pour rien.

On peut être d'accord ou pas avec ce que tu dis à tel ou tel moment. On peut aimer ou pas ta personnalité et ton style. On apprécie ton sens de la formule qui fait mouche, ou on peut s'en irriter. Tu as ta façon à toi de parler de ce qui nous rassemble, la République, la laïcité, la nation démocratique, l'Europe, la fraternité universelle, la gauche, le commun. C'est vrai qu'elle n'est pas toujours la mienne. Pourquoi s'en étonner et s'en offusquer ? Tu es d'une culture politique particulière, dans un espace qui en compte plusieurs. Tu ne masques rien de ce que tu es : tant mieux...

Ce qui compte est que, aujourd'hui, dans une large fraction de l'opinion que la gauche désole, mais qui se reconnaît encore dans ses valeurs, tu es entendu comme une voix alternative à celle de la capitulation officielle. Inutile de tourner autour du pot : dans le moment présent, tu es massivement perçu comme un choix utile à gauche. Pour ne pas dire la seule candidature crédible qui soit à gauche...

Le 5 juin, on verra bien que tu n'es ni un homme seul ni un sauveur suprême, ni un prophète ni un simple porte-voix. Tu vaux parce que tu es un individu, un homme libre. Mais tu ne vaux jamais autant que quand nous sommes des millions, non pas derrière toi mais à tes côtés. Tu n'as pas besoin de ralliés, mais de partenaires. C'est donc notre intérêt de nous retrouver avec toi. À dimanche 5 juin, par conséquent.

Salut et fraternité

● **Roger Martelli**

Ouvrir sur la suite

Après le 49-3, on peut évidemment crier au coup de force et au déni de démocratie. Mais cela me paraît court. Le recours au 49-3 est un symptôme supplémentaire de ce que le système représentatif ne correspond plus, de fait, aux besoins des uns et des autres. Pour les dominés, il est une mise à l'écart de plus en plus visible de leur pouvoir de décision. L'indépendance des élus à l'égard des mandants est de plus en plus rejetée. Pour la bourgeoisie, le système est encore trop sensible à la pression populaire. La République est en train de se déliter.

Rapprochons le 49-3, l'état d'urgence, l'usage de la force dans les manifestations, la criminalisation d'actes de manifestants ou d'affiches et, face aux blocages de raffineries, la répression syndicale du contenu de la loi Travail et du TAFTA qui donnent tant de pouvoirs au Capital, ou encore de la réforme territoriale qui morcelle le pays et casse la prééminence de la loi commune. Nous sommes face à un mouvement rampant vers un totalitarisme. Redéfinir une société et un système politique actuellement en voie de décomposition est devenue une urgence.

Or le mouvement en cours ouvre une phase nouvelle des luttes populaires : il cristallise un rejet des recettes libérales. Pour la première fois depuis longtemps, il n'attend pas un recours institutionnel. Il veut faire par lui-même. Les Nuits Debout sont des laboratoires de recherches. Des salariés envisagent un affrontement sans concession. Tous mettent le gouvernement sur la sellette et se transforment en acteurs politiques. Les ressorts régressifs, dont l'attrait de l'être providentiel, se retrouvent du côté du FN. À sa manière, Macron s'y essaie, tentant de récupérer le "ni droite ni gauche", ainsi que des "jeunes" issus des "Républicains". Mais tous doivent faire face au recul du sentiment de devoir dépendre de quelqu'un de puissant. On comprend alors

la rage qui anime les forces du Capital, PS inclus, à l'égard des syndicats : ils peuvent contribuer à donner corps à un mouvement d'ensemble ; d'où les provocations et les faux-témoignages policiers pour transformer l'ordre capitaliste en victime.

Mais à pratiques populaires nouvelles doivent correspondre des idées nouvelles. Pour devenir une puissance transformatrice et être à armes égales avec le Capital, le mouvement a besoin de trouver les mots pour construire une charpente idéologique sans laquelle il n'y a pas de mise en perspective. Tâche à usage immédiat afin de libérer les attentes citoyennes des logiques du système. La perception d'une alternative constitue le prochain facteur de dynamisation et d'élargissement du mouvement : afin que les 70 % de sympathisants du mouvement se transforment en autant d'acteurs.

Les forces du Capital font le pari de l'absence de toute projection ouvrant sur une réelle alternative et de l'embarras des forces traditionnelles. C'est pourtant sur le désir d'alternative que se situent les attentes, donc une disponibilité nouvelle. Quant à la présidentielle,

s'il en est si peu question dans les rassemblements, ce n'est pas signe de dépolitisation : sachant que cette élection a été conçue pour empêcher tout changement, les acteurs du mouvement ne veulent pas se détourner de ce qui est en train de naître. Il est temps d'en subvertir le sens en rassemblant à travers un chantier public ayant pour objectif un horizon après-capitaliste. C'est autour de celui-ci que convergeront des actions diversifiées. Cela vaut la peine d'y consacrer toutes les énergies. N'inversons pas l'ordre des priorités : qui peut dire où on en sera dans 6 mois ?

**La perception
d'une alternative
constitue le prochain
facteur de dynamisation
et d'élargissement
du mouvement :
afin que les 70 %
de sympathisants
du mouvement
se transforment
en autant d'acteurs.**

● Pierre Zarka



Petit déjeuner insolite à l'Élysée : trois boulangers à la table du chef de l'État



Il ne l'avait pas promis durant sa campagne et pourtant il l'a fait : le Président Mélenchon a créé la surprise hier, 5 juin 2017, en conviant trois boulangers parisiens à l'Élysée. Les artisans ont été prévenus à minuit par un garde ultra-républicain : ils seraient ce matin invités à la table du chef de l'État pour le petit-déjeuner. Le Secrétaire général du Palais, Éric Coquerel, les a conduits jusqu'à la salle à manger élyséenne. La date du 5 juin, un an après le discours du candidat de La France insoumise à Stalingrad, n'avait pas été choisie par hasard. C'est le 5 juin 2016 que Jean-Luc Mélenchon avait lancé : « *L'éco-socialisme, c'est du pain bio et des roses rouges.* » Et les communistes unitaires : « *Selon Marx, la valeur ajoutée, c'est le pain moins la farine.* »

Parmi les invités, Djibril Bodian, le boulanger de Montmartre (17 salariés), qui avait interpellé le candidat lors de l'émission Des paroles et des actes du 26 mai 2016 sur France 2. Ce patron de TPE (Très Petite Entreprise) avait trouvé des vertus au projet de loi El Khomri : elle aurait permis, selon lui, de licencier en cas de baisse d'activité, pour pouvoir mieux réembaucher, l'embellie revenue. Jean-Luc Mélenchon avait admis après-coup s'être trouvé dans le pétrin en répondant à côté de la question de Djibril Bodian. Son discours sur la fabrication du pain bio, la garantie de prix de l'énergie stables pour les artisans ou le toujours possible licenciement à l'amiable, avait laissé des citoyens sur leur faim.

Heureusement, le candidat insoumis s'était rattrapé lors de son meeting de Stalingrad. « *Pour acheter de la brioche, du pain au levain, aux noisettes, aux figues ou aux noix, il faut avoir de quoi !* » avait-il tonné, ajoutant : « *Le CDI est une*

bonne chose pour les salariés, le commerce et la société. » Bref, plus de précarité, c'est moins de boulangers. Et plus de CDI, c'est plus de pâtisseries.

Les autres boulangers invités, représentatifs du secteur (1 à 5 salariés), ont précisé en entrant à l'Élysée être venus pour promouvoir une idée alors soufflée par des militants de *Matin debout* : le GIEC ou Groupement Imaginatif des Employeurs Coopérateurs. Une proposition valable pour les boulangers, mais aussi les bouchers, les fleuristes, les coiffeurs... S'adressant à ceux pour qui c'est un crève-cœur de se séparer de salariés qualifiés, et qui veulent pérenniser leur activité. Le GIEC donc. Garantissant au salarié, qui partagerait son temps de travail entre plusieurs employeurs, un CDI avec des droits identiques. Offrant une réponse aux variations avérées de commandes d'un commerce. Développant la coopération économique à l'intérieur de zones ou de quartiers. Permettant une réduction effective du temps de travail dans les TPE et les PME. Un truc fou quoi.

À la sortie, sur le perron de l'Élysée, l'un des boulangers a déclaré : « *Mon père éboueur a été reçu par Giscard en 1974. Mélenchon, c'est autre chose. Une pâte, cet homme. On se sent partenaires. Il va venir à nos prochaines réunions sur le GIEC, à la Halle aux Farines. On lui paiera le café.* »

Djibril Bodian, lui, s'est dit rassuré. Il continuera de fournir l'Élysée avec sa Meilleure Baguette de Paris 2016. Mélenchon n'est pas rancunier. Une qualité.



● Philippe Stierlin

Grève générale



Ils ont mis le feu aux palettes et aux pneus à l'entrée du dépôt de carburant pour empêcher les camions de ravitailler les pompes. « Ça va leur chauffer les fesses là-haut ! », s'exclame Jérôme (Il ne pense ni au sexe des anges ni aux petits oiseaux).

La nuit est fraîche, le printemps est récalcitrant. Sur le piquet de grève, ils sont plus de deux cents ; La fournaise des colères réchauffe l'atmosphère.

Quand on ne les écoute pas, quand on ne veut pas les voir quand ceux qui sont en haut refusent d'entendre ceux qui sont en bas les travailleurs n'ont pas d'autre choix.

Les cheminot qui tous les jours assurent les transports de millions de passagers mettent les trains à l'arrêt...

Les dockers qui désengorgent les navires et les ports laissent tout à quai...

Les électriciens qui veillent sur le feu nucléaire lui disent de se taire...

Les ouvriers de la raffinerie qui délivrent d'habitude le sang noir qui alimente tout le système circulatoire du pays coupent le robinet...

Pour tout débloquent les travailleurs n'ont pas d'autre choix que bloquer tout.

Et voici que soudain tout le monde voit ceux qui d'ordinaire sont invisibles, ceux auxquels on ne fait pas attention, ceux qui ne passent pas à la télévision.

C'est quand plus rien ne tourne que chacun peut voir grâce à qui la Terre tourne.

29 mai 2016

Extrait de : *Poésie d'utilité publique*
[journal poétique](#) de Francis Combes

Antidotes

Contre les toxines médiatiques, outre *Cerises*, *Politis* et *Regards*, versions papier et sites, apportent un large choix d'antidotes. Pour qu'ils continuent à vous apporter infos, commentaires, analyses, soutenez les financièrement – abos, versements, prélèvement... au choix !

www.politis.fr

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr